



## Actions

Devises locales, cours seulement, variation en %

	2025-06-13	Semaine	CT	DDA	1 an
Composé S&PTSX	26 504	0,3 %	6,4 %	7,2 %	22,2 %
S&P/TSX des titres à petite cap.	908	1,7 %	11,1 %	11,5 %	20,6 %
S&P 500	5 977	-0,4 %	6,5 %	1,6 %	10,0 %
NASDAQ	19 407	-0,6 %	12,2 %	0,5 %	9,8 %
Russell 2000	2 101	-1,5 %	4,4 %	-5,8 %	3,0 %
FTSE 100 du R.-U.	8 851	0,1 %	3,1 %	8,3 %	8,4 %
Euro Stoxx 50	5 290	-2,6 %	0,8 %	8,1 %	7,2 %
Nikkei 225	37 834	0,2 %	6,2 %	-5,2 %	-2,3 %
MSCI China (USD)	74	0,3 %	0,4 %	15,1 %	25,1 %
MSCI ME (USD)	1 190	0,6 %	8,0 %	10,7 %	10,6 %

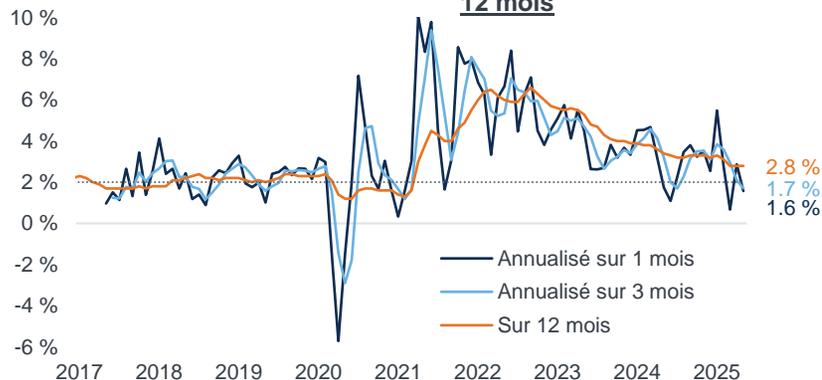
## Titres à revenu fixe

Rendement total, variation en %

	2025-06-13	Semaine	CT	DDA	1 an
Obligataire universel FTSE Canada	1 173	-0,2 %	-1,6 %	0,4 %	4,0 %
Obligataire de sociétés FTSE Canada	1 459	-0,1 %	-0,5 %	1,3 %	6,3 %
Bloomberg Canada High Yield	197	0,2 %	1,3 %	2,4 %	7,4 %

## Graphique de la semaine : L'inflation aux États-Unis reste négligeable en mai

IPC de base des États-Unis sur 1 mois, 3 mois et 12 mois



## Taux d'intérêt — Canada

Variation (points de base)

	2025-06-13	Semaine	CT	DDA	1 an
Bon Trésor 3 mois	2,67	1	5	-49	-198
Oblig. du Can. à 2 ans	2,71	2	26	-22	-115
Oblig. du Can. à 10 ans	3,37	3	40	15	4
Oblig. du Can. à 30 ans	3,66	7	43	33	39

## Produits de base, devises

En \$ US, variation en %

	2025-06-13	Semaine	CT	DDA	1 an
\$ CA	0,736	0,8 %	5,9 %	5,9 %	1,1 %
Indice dollar amér.	98,18	-1,0 %	-5,8 %	-9,5 %	-6,7 %
Pétrole (West Texas)	72,98	13,0 %	2,1 %	1,8 %	-7,2 %
Gaz naturel	3,58	-5,4 %	-20,0 %	1,7 %	0,3 %
Or	3 432	3,7 %	9,9 %	30,8 %	49,0 %
Cuivre	4,87	-0,7 %	-4,9 %	18,3 %	7,6 %

## Rendements sectoriels canadiens

Cours seulement, variation en %

	Semaine	DDA
Énergie	3,8 %	4,6 %
Matériaux	2,3 %	31,9 %
Produits industriels	-0,9 %	3,8 %
Consom. disc.	2,0 %	11,5 %
Tech. info	-3,6 %	-1,5 %
Soins de santé	5,2 %	-11,5 %
Services financiers	-1,0 %	4,7 %
Consom. cour.	0,5 %	4,9 %
Services de comm.	1,2 %	0,5 %
Services publics	1,0 %	7,9 %
Immobilier	0,2 %	5,4 %

Le rapport de mai sur l'IPC a fourni de nouvelles preuves que l'inflation continue de ralentir dans plusieurs grandes catégories. L'IPC global a augmenté de 0,1 % sur un mois et de 2,4 % sur 12 mois, cette hausse annuelle étant largement attribuable aux effets de base. L'IPC de base a augmenté de seulement 0,1 % sur un mois et est demeuré stable à 2,8 % sur 12 mois. Sous la surface, les tensions inflationnistes se sont détendues dans tous les domaines : les prix des produits de base ont été négatifs sur un mois, l'inflation du logement a poursuivi sa déclaration mécanique en raison du décalage inhérent à son calcul et l'inflation « super de base » (services de base hors logement) a progressé de seulement 0,06 % sur un mois, son deuxième niveau le plus bas depuis l'été dernier.

Ce ralentissement de l'IPC s'inscrit dans un contexte de signes supplémentaires de ralentissement du marché de l'emploi. Alors que l'emploi non agricole a dépassé les attentes, les demandes de prestations de chômage n'ont cessé d'augmenter discrètement pour atteindre des sommets cycliques, ce qui laisse penser que les travailleurs restent au chômage plus longtemps. **En temps normal, cette combinaison d'inflation modérée et de ralentissement graduel du marché de l'emploi inciterait la Réserve fédérale à adopter un ton plus conciliant.** Mais le contexte actuel est tout sauf normal.

L'incertitude liée à l'évolution de la politique tarifaire du président Trump demeure un facteur de risque clé, tout comme la récente flambée des prix du pétrole à la suite de l'embrasement des tensions entre Israël et l'Iran (voir ci-dessous). La hausse des prix de l'énergie pourrait se répercuter à terme sur l'inflation de base et compromettre la capacité de la Réserve fédérale américaine à agir résolument. Les décideurs politiques se trouvent donc dans une situation difficile.

Pour le moment, nous nous attendons à ce que la Fed maintienne ses taux actuels lors de la réunion de cette semaine. Mais si l'inflation continue de ralentir et que le marché de l'emploi perd encore de son élan, la probabilité d'une réduction des taux pourrait augmenter plus tôt que prévu actuellement. Les...

...marchés estiment désormais à environ 85 % la probabilité d'une réduction des taux lors de la réunion de septembre. Compte tenu de l'accumulation des surprises à la baisse du côté de l'inflation, du ralentissement de l'inflation « super de base » et de l'engorgement du marché du travail, attendez-vous à ce que le président Powell annonce à la conférence de presse de cette semaine que la Fed disposera bientôt des preuves dont elle a besoin pour agir.

## Le pétrole revient sur le devant de la scène

L'escalade des tensions au Moyen-Orient, déclenchée par les frappes israéliennes sur installations nucléaires et militaires iraniennes, a ajouté un nouveau risque géopolitique dans un contexte économique mondial déjà fragile. Pendant une grande partie de 2025, la baisse des prix du pétrole a été l'un des rares points positifs dans un contexte d'escalade des guerres commerciales et de ralentissement de la croissance. Le prix du baril de brut est passé de plus de 80 \$ en janvier à moins de 60 \$ en mai, ce qui a contribué à ancrer les prévisions d'inflation malgré les pressions tarifaires croissantes. Cette baisse s'explique par la récente décision de l'OPEP+ d'augmenter sa production, après une année de réductions coordonnées de l'offre visant à stabiliser les prix. Ce répit s'est évaporé la semaine dernière.

**La prix du baril de brut WTI a bondi à 73 \$ (+13 %), et la pression à la hausse s'est poursuivie au cours du week-end après une série d'attaques contre les infrastructures énergétiques des deux côtés.** Cette flambée des prix, alimentée par les craintes de perturbations de l'approvisionnement, a eu raison de l'optimisme suscité par un rapport sur l'IPC des États-Unis meilleur que prévu (voir le graphique pour en savoir plus), ce qui indique que les prix de l'énergie pourraient ne plus constituer une protection fiable contre l'inflation. Au cours de la dernière année, la composante énergétique de l'IPC a reculé de 3,7 % sur 12 mois, soustrayant 25 pb à l'IPC global. Un conflit prolongé menace la production iranienne de 3,3 millions de barils de pétrole brut par jour (environ 3,5 % de l'offre mondiale) et, plus grave encore, perturbe les flux qui transitent par le détroit d'Ormuz, soit près de 20 % de l'offre mondiale de pétrole ou l'équivalent de la consommation quotidienne totale des États-Unis. Les perturbations historiques, comme les brèves tensions dans ce détroit en 2019, ont fait bondir le prix du Brent de 15 % du jour au lendemain. Une fermeture totale du détroit ferait probablement grimper les prix beaucoup plus haut. **Ce scénario reste toutefois peu probable.**

L'Iran dépend fortement des revenus pétroliers, dont une grande partie transite par ce détroit. Sa fermeture totale serait contre-productive pour le pays qui risquerait également de subir des représailles rapides et sévères de la part des États-Unis et des autres puissances mondiales. Même si l'approvisionnement de l'Iran était perturbé, des marges de manœuvre subsistent : Les réserves stratégiques des États-Unis et de la Chine sont relativement importantes, et l'OPEP+ a récemment montré sa volonté d'augmenter la production. Cela dit, une perturbation importante de l'approvisionnement par le détroit d'Ormuz risquerait de neutraliser ces facteurs d'atténuation, du moins temporairement.

**En conséquence, les actions mondiales ont terminé la semaine dans le rouge, le risque géopolitique neutralisant une nouvelle série de données économiques solides.** Contrairement aux crises passées, nous n'avons pas assisté à la traditionnelle ruée vers la sécurité. Les obligations du Trésor américain ne se sont pas redressées, les

## Revue hebdomadaire

- L'inflation de l'IPC aux É.-U. (en mars) a augmenté de 0,4 % sur un mois (contre des attentes de 0,3 %), portant le rythme annuel à 3,5 % sur 12 mois depuis 3,2 % pour le mois précédent. Les prix à la consommation de base ont eux aussi augmenté de 0,4 % sur un mois (contre des attentes de 0,3 %), maintenant le rythme annuel à 3,8 % sur 12 mois. L'inflation de l'IPP (en mars) a augmenté de 0,2 % sur un mois (contre des attentes de 0,3 %), portant le rythme annuel à 2,1 % sur 12 mois depuis 1,6 % pour le mois précédent.
- Le bilan national du Canada (T1) a montré que les finances des ménages étaient relativement stables avant la guerre commerciale. Le ratio de la dette par rapport au revenu disponible des ménages a légèrement augmenté à 173,9 % depuis 173,5 %, la valeur nette en pourcentage du revenu disponible a baissé à 985,2 % depuis 1001,5 % et le ratio de la dette publique brute par rapport au PIB a augmenté à 129,3 % depuis 128,0 %. En Chine, l'inflation de l'IPC (en mai) est demeurée stable à -0,1 % sur 12 mois (contre des attentes de -0,2 %). L'inflation de l'IPP a encore ralenti à -3,3 % sur 12 mois depuis -2,7 % pour le mois précédent.
- L'excédent commercial de la Chine (en mai) s'est élargi à 103,2 G\$ US (contre des attentes de 101,1 G\$ US), depuis 96,2 G\$ US pour le mois précédent. Les exportations ont ralenti à 4,8 % sur 12 mois depuis 8,1 %, alors que les importations ont reculé de 3,4 % sur 12 mois (-0,2 % précédemment).
- Le financement global de la Chine en yuan (en mai) s'est accéléré à 18,6 billions ¥ (contre des attentes de 18,7 billions ¥), en hausse depuis 16,3 billions ¥ pour le mois précédent. Les nouveaux prêts ont légèrement progressé à 10,7 billions ¥ (contre des attentes de 11,0 billions ¥), en hausse depuis 10,1 billions ¥ pour le mois précédent. La masse monétaire M2 a légèrement ralenti à 7,9 % sur 12 mois depuis 8,0 %.
- Le PIB réel du R.-U. (en avril) s'est contracté de 0,3 % sur un mois (contre des attentes de -0,1 %), après un gain de 0,2 % le mois précédent.
- La production industrielle du R.-U. (en avril) a reculé de 0,6 % sur un mois (contre des attentes de -0,5 %), après le recul de 0,7 % du mois précédent. En rythme annuel, la production industrielle a reculé de 0,3 % sur 12 mois.
- Le déficit commercial du R.-U. (en avril) s'est élargi à 23,2 milliards £ (contre des attentes de 20,7 milliards £), depuis un déficit de 19,9 milliards £ pour le mois précédent.
- La production industrielle de la zone euro (en avril) a reculé de 2,4 % sur un mois (contre des attentes de -1,7 %), après l'augmentation de 2,4 % du mois précédent.
- L'excédent commercial de la zone euro (en mars) s'est resserré à 14,0 milliards € (contre des attentes de 18,3 milliards €), en baisse depuis 28,8 milliards €.

taux des obligations à 10 ans ont augmenté vendredi après l'annonce, renversant les baisses provoquées par les chiffres encourageants de l'IPC et de l'IPP. Le dollar américain s'est affaibli pour la deuxième semaine consécutive, l'indice DXY reculant de 1,0 %, tandis que l'euro a franchi la barre de 1,15 par rapport au dollar, son plus haut niveau depuis 2021. Par ailleurs, l'or et le yen japonais ont enregistré des gains, indiquant une diversification des flux vers les valeurs refuges au détriment des actifs américains.

Ce changement intervient malgré une solide adjudication des obligations du Trésor américain à 30 ans qui a contribué à apaiser les craintes concernant la viabilité des finances publiques. Autres facteurs pesant sur les marchés : Washington et Beijing ont accepté les mêmes modalités que celles qui avaient soutenu la détente précédente. La Chine s'est engagée à lever les restrictions sur les exportations de terres rares pendant six mois, tandis que les États-Unis ont assoupli certaines mesures prises récemment, notamment l'interdiction frappant les étudiants universitaires chinois. Néanmoins, les tarifs douaniers nets demeurent élevés (55 % sur les produits chinois, 10 % sur les exportations américaines, ce qui souligne que les tensions sont loin d'être apaisées. L'attention se tourne désormais vers le prochain sommet du G7 à Kananaskis en Alberta, où des annonces de politique commerciale pourraient être faites.

Le rebond du pétrole pourrait s'avérer de courte durée, en particulier si l'Iran s'abstient de fermer le détroit d'Ormuz et que l'OPEP+ continue d'accroître sa production, mais les conséquences plus larges sur les prévisions d'inflation, la politique des banques centrales et le positionnement des investisseurs risquent de durer. **Les responsables politiques sont désormais face à un dilemme familial : la hausse des prix de l'énergie pourrait nécessiter un resserrement de la politique monétaire, alors même qu'une croissance mondiale plus faible exige un assouplissement.** Tous les regards sont tournés vers le président de la Fed, M. Powell, à la réunion de mercredi.

## À surveiller cette semaine

- Annonce sur la politique monétaire du FOMC des États-Unis et Sommaire des prévisions économiques
- Annonces sur la politique monétaire de la Banque du Japon et de la Banque d'Angleterre
- Sommaire des délibérations de la réunion de juin de la BdC
- Données sur l'habitation et les ventes au détail au Canada
- Données sur les ventes au détail, la production industrielle et le logement aux É.-U.

Les placements dans les fonds communs et les FNB peuvent donner lieu à des commissions de vente et de suivi, ainsi qu'à frais de gestion et autres. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds ne sont pas garantis, leur valeur varie fréquemment et leur rendement antérieur peut ne pas se reproduire. Le rendement de l'indice ne tient pas compte de l'incidence des frais, commissions et charges payables par les investisseurs et investisseuses dans des produits de placement qui cherchent à reproduire un indice.

Ce document renferme des renseignements prospectifs fondés sur des prévisions d'événements futurs au 13 juin 2025. Placements Mackenzie ne mettra pas nécessairement à jour ces renseignements en fonction de changements parvenus après cette date. Les énoncés prospectifs ne garantissent en rien les rendements futurs, et les risques et incertitudes peuvent souvent amener les résultats réels à différer de manière importante des renseignements prospectifs ou des attentes. Parmi ces risques, notons, entre autres, des changements ou la volatilité dans les conditions économiques et politiques, les marchés des valeurs mobilières, les taux d'intérêt et de change, la concurrence, les marchés boursiers, la technologie, la loi ou lorsque des événements catastrophiques surviennent. Ne vous fiez pas indûment aux renseignements prospectifs. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de sociétés ne constitue pas une promotion ou une recommandation d'achat ou de vente d'un titre quelconque.